

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral modificatif du 8 août 2017 et l'arrêté préfectoral de
prescriptions complémentaires du 4 septembre 2024 autorisant la SAS YFFINIAC
INDUSTRIE à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement
sur les communes d'YFFINIAC et LANGUEUX**

Le préfet des Côtes-d'Armor

Vu la directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission européenne du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1980 autorisant la SOCIETE LAITIERE DE L'OUEST à exploiter lieu-dit « Le Moulin Héry » à Yffiniac des installations de réfrigération, de combustion dans l'enceinte d'une laiterie-fromagerie-laiterie en extension d'installations existantes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1988 au nom de la SOCIETE LAITIÈRE DE L'OUEST, modifié les 15 octobre 2010, 8 août 2017 et 3 octobre 2023 au nom de la SAS YFFINIAC INDUSTRIE, l'autorisant à exploiter lieu-dit « Le Moulin Héry » à Yffiniac et Langueux, un établissement spécialisé dans la collecte et la transformation du lait ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 17 août 2009 au nom de la SAS YFFINIAC INDUSTRIE ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance du 25 juillet 2025 relatif à la révision des valeurs limites d'émission des rejets aqueux vers la STEP d'Yffiniac, Moulin Héry ;

Vu l'avenant à la convention de déversement des eaux usées non domestiques au système de collecte communautaire de Saint-Brieuc Agglomération signé le 10 avril 2025 et valide jusqu'au 31 décembre 2026 ;

Vu que l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, et qu'en vertu de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé, les valeurs limites en concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites des NEA-MTD divisées par « 1-taux d'abattement » de la station ;

Vu les taux d'abattement réels moyens de la station d'épuration communale de Saint-Brieuc présentés dans le dossier de réexamen pour les paramètres DCO, DBO5 , MES, NGL, NKJ et Pt ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 décembre 2025 ;

Vu l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 24 décembre 2025 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à la SAS YFFINIAC INDUSTRIE qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles dans un délai de 15 jours à compter de sa notification ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser la prescription de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations relative aux valeurs limites d'émission (VLE) des rejets aqueux ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1988 autorisant la SAS YFFINIAC INDUSTRIE, ci-après dénommée l'exploitant, à exploiter lieu-dit « Le Moulin Héry » à Yffiniac, un établissement spécialisé dans la collecte et la transformation du lait, sont modifiées et complétées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 – Modifications des prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2017 et les dispositions de l'article 4 de l'arrêté complémentaire du 4 septembre 2024 sont modifiées comme suit :

« Article 4.3.9.1 – Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Les eaux résiduelles de l'établissement YFFINIAC INDUSTRIE sont rejetées vers la station d'épuration urbaine de Saint-Brieuc Agglomération (STEP du Moulin Héry) à Yffiniac.

Les volumes de rejets et leur charge polluantes ne doivent pas affecter le bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission Applicables au 1 ^{er} janvier 2025	
		Concentration maximale 24h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Volume journalier m ³ /j	1552	1200	
pH	1302	[5,5 - 10]	
Température	1301	< 40°C	
DCO*	1314	1400	1680
DBO ₅	1313	1500	848
Matières en suspension (MES)	1305	400	480
Azote Kjeldahl (NTK)	1319	200	120
Azote global (NGL)	1551	395	474
Phosphore total (Pt)	1350	27	32,4

**mesure sur effluent brut non décanté »*

Article 3 – Autres dispositions

Les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral du 8 août 2017 autres que celles modifiées aux articles 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté demeurent inchangées.

Les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 4 septembre 2024 autres que celles modifiées à l'article 2 du présent arrêté demeurent inchangées.

Article 4 - Affichage et publication

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est une copie du présent arrêté est :

- déposée en mairies de Yffiniac et Languieux pour y être consultée ;
- affichée en mairies de Yffiniac et Languieux pendant une durée minimum d'un mois ;
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement
- b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex.

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, les maires de Yffiniac et Langueux et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 23 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Georges SALAÜN

